

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 20/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ROUX RECUPERATION**

ZI les corvées  
28500 VERNOUILLET

Références : 356/RAPVI/CC/IC220695/VAT20230026  
Code AIOT : 0010000356

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement ROUX RECUPERATION implanté 19 Rue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 VERNOUILLET. L'inspection a été annoncée le 03/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROUX RECUPERATION
- 19 Rue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 VERNOUILLET
- Code AIOT : 0010000356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Roux récupération est spécialisée dans le tri et le transit de déchets (métaux, VHU, papiers/cartons).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite d'inspection du 23/11/2021,
- contrôle des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2018.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Entreposage des pneumatiques	AP Complémentaire du 09/10/2009, article 4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	Stockages non autorisés	AP Complémentaire du 31/05/2016, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
9	Stockage de papiers et cartons	Arrêté Préfectoral du 26/11/1979, article III	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
10	Modifications des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 07/11/2022, article R. 181-46-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets aqueux 2022	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 5	/	Sans objet
11	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Interprétation de l'état des milieux	AP Complémentaire du 07/10/2014, article 4	VI 15/04/2014, 15/09/2016, 15/12/2017 : Avec suites, APMED du 06/03/2018 (article 1)	Sans objet
2	Rejets aqueux 2021	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 5	VI 23/11/2021 : Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Taux de recyclage	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 11° de l'annexe 1	VI 23/11/2021 : Susceptible de suites	Sans objet
5	Conformité au cahier des charges VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15 - annexe I	/	Sans objet
6	Entreposage des VHU et de leurs composants	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10 - annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Interprétation de l'état des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/10/2014, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interprétation de l'état des milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors des visites d'inspection du 15/04/2014, 15/09/2016, 15/12/2017, 29/10/2018, 17/01/2021 et 23/11/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2018</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ROUX RECUPERATION est tenue de mettre en oeuvre, à ses frais, les évaluations que rendent nécessaire l'impact du stockage de déchet de verre broyé d'écrans cathodiques et notamment si les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement [...].
<b>Constats :</b> L'étude d'interprétation de l'état des milieux a été réalisée.
<b>Observations :</b> <u>Constat du 15/04/2014</u> : S'agissant d'un stockage de déchets dangereux, à même le sol et hors abri des intempéries, il y a lieu de suspecter une pollution des sols aux métaux lourds et terres rares. En raison des enjeux environnementaux liés aux conséquences potentielles d'un stockage de déchet dangereux, hors rétention et hors abri des intempéries, l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires [...]. L'inspection des installations classées a donc prescrit à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire du 07/10/2014 (article 4), d'évaluer l'impact du stockage de déchet de verre broyé d'écrans cathodiques [...].
<u>Constat du 15/09/2016</u> : La société ROUX RECUPERATION n'a pas fait l'interprétation de l'état des milieux. Cette interprétation sera réalisée une fois que les déchets de verre de tubes cathodiques auront été éliminés.
<u>Constat du 15/12/2017</u> : Absence d'interprétation de l'état des milieux pour évaluer l'impact du stockage de déchet de verre broyé d'écrans cathodiques (NC4). En effet, il a été constaté que les déchets de verre broyé n'ont pas été éliminés.
<u>Constat du 29/10/2018</u> : Absence d'interprétation de l'état des milieux pour évaluer l'impact du stockage de déchet de verre broyé d'écrans cathodiques (NC4). En effet, il a été constaté que les déchets de verre broyé n'ont pas été éliminés.
Cette non-conformité a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 06/03/2018 qui dispose en son article 1 : "La société ROUX RECUPERATION exploitant une installation de tri, transit, regroupement de déchets sise 19 avenue Louise Michel sur la commune de Vernouillet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 octobre 2014 en réalisant une interprétation de l'état des milieux dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté".
<u>Constat du 17/01/2020</u> : L'exploitant a fait réaliser l'interprétation de l'état des milieux. Cependant, la non-conformité est maintenue dans l'attente d'un examen du rapport transmis au regard notamment des justificatifs d'élimination demandés (NC3). Par courrier du 14/10/2020, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que l'étude transmise ne respecte pas les conditions de réalisation fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/10/2014. En effet, celle-ci correspond à une évaluation de la possibilité d'évacuer la terre au droit du sondage du stockage vers une installation de stockage de déchets inertes.
<u>Constat du 23/11/2021</u> : Il a été constaté que les déchets de verre broyé ont été éliminés dans une filière appropriée. L'exploitant n'a cependant pas réalisé au jour de l'inspection l'étude des milieux pour évaluer l'impact du stockage de déchets de verre de tubes cathodiques [...].

En réponse à la mise en demeure du 06/03/2018, l'exploitant a missionné la société TERE0 pour la réalisation d'une évaluation environnementale, et a transmis à l'appui de ses propos le devis n°22'066'OF'001 du 04/04/2022.

Par courrier du 09/05/2022, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'échanger avec le bureau d'études sur la pertinence ou non d'analyser les terres rares (notamment Yttrium, Europium, Erbium, Cérium, Néodyme, Gadolinium, baryum, aluminium et fer).

Lors de l'inspection du 07/11/2022, l'exploitant a présenté le rapport d'évaluation environnementale n°22'066'RA'001'01\_V2 du 22/09/2022 réalisé par la SARL TERE0 qui conclut :

"Au droit des parcelles AA174, AA175, AA179 et AA394, à savoir au niveau du stockage de déchets de verre broyé d'écran cathodique, les résultats analytiques ont révélé :

- Un impact en ETM (As, Cd, Cu, Ni, Pb, Zn et Hg) sur 78 % (18/23) des échantillons testés. Globalement une augmentation des teneurs est observée sur les échantillons les plus profonds.
- Une forte présence en aluminium et fer au droit des différents ouvrages sans toutefois pouvoir comparer avec des valeurs réglementaires et qui semble d'origine naturelle (géogène).
- Une surconcentration locale des métaux associés au tube cathodique (Pb, Hg et Ba) en limite nord de la zone de stockage des verres broyés (S4 et S5).

L'étude de vulnérabilité réalisée par la société TERE0 n'a retenu aucun cours d'eau ou puits comme potentiellement vulnérable et présentant un risque sanitaire potentiel vis-à-vis d'une pollution dissoute provenant de la zone étudiée. En complément ladite société note l'absence de cible sensible au droit de la zone d'étude. C'est pourquoi la société TERE0 n'identifie en l'état actuel des connaissances aucun enjeu à protéger.

A ce stade, la société TERE0 ne recommande aucune action complémentaire impérative".

S'agissant des terres rares, l'exploitant a fourni un mail du 12/05/2022 de la société TERE0 indiquant que ces analyses semblent moins pertinentes au regard de la difficulté d'interprétation des résultats et du surcoût significatif généré par ce type d'analyse.

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/03/2018 est respectée en ce qui concerne la réalisation de l'étude d'interprétation de l'état des milieux. L'inspection des installations classées réalisera une analyse plus poussée du rapport d'évaluation environnementale réalisé par la société TERE0 et informera l'exploitant de la suite qui sera donnée à cette étude dès que possible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Rejets aqueux 2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2016, article 5																																											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets du site																																											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/11/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>																																											
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les traitements réalisés conformément au point 10° du cahier des charges annexé au présent arrêté doivent assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;</li> <li>• Température &lt; 30°C ;</li> <li>• Matières en suspension totales inférieures à 35 mg/l ;</li> <li>• DCO inférieure à 125 mg/l ;</li> <li>• DBO5 inférieure à 30 mg/l ;</li> <li>• Chrome hexavalent inférieur à 0,1 mg/l ;</li> <li>• Plomb inférieur à 0,5 mg/l ;</li> <li>• Hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l ;</li> <li>• Métaux totaux inférieurs à 15 mg/l</li> </ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].</p>																																											
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.																																											
<b>Observations :</b> Constat du 23/11/2021 : Les rejets ne respectent pas les valeurs limites d'émission prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2016 en DCO et DBO5.																																											
<p>En réponse à ce constat, l'exploitant a fourni le rapport d'analyse d'AGROLAB du 29/11/2021 référencé CAER307018BL 20211122 qui montre que tous les paramètres ont été analysés et sont conformes aux valeurs limites d'émission susmentionnées, et notamment les rejets en DCO et DBO 5.</p>																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Unité</th><th>Echantillon 1</th><th>Echantillon 2</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td><td></td><td>7,7</td><td>7,4</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>°C</td><td>20,2</td><td>20,3</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>mg/l</td><td>27</td><td>19</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>mg/l</td><td>100</td><td>85</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>mg/l</td><td>23</td><td>18</td></tr> <tr> <td>Chrome hexavalent</td><td>mg/l</td><td>&lt; 0,005</td><td>&lt; 0,005</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>mg/l</td><td>0,029</td><td>0,016</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>mg/l</td><td>3,73</td><td>2,53</td></tr> <tr> <td>Métaux totaux</td><td>mg/l</td><td>6,64</td><td>4,21</td></tr> </tbody> </table>				Paramètres	Unité	Echantillon 1	Echantillon 2	pH		7,7	7,4	Température	°C	20,2	20,3	MES	mg/l	27	19	DCO	mg/l	100	85	DBO5	mg/l	23	18	Chrome hexavalent	mg/l	< 0,005	< 0,005	Plomb	mg/l	0,029	0,016	Hydrocarbures totaux	mg/l	3,73	2,53	Métaux totaux	mg/l	6,64	4,21
Paramètres	Unité	Echantillon 1	Echantillon 2																																								
pH		7,7	7,4																																								
Température	°C	20,2	20,3																																								
MES	mg/l	27	19																																								
DCO	mg/l	100	85																																								
DBO5	mg/l	23	18																																								
Chrome hexavalent	mg/l	< 0,005	< 0,005																																								
Plomb	mg/l	0,029	0,016																																								
Hydrocarbures totaux	mg/l	3,73	2,53																																								
Métaux totaux	mg/l	6,64	4,21																																								
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																																											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																																											

N° 3 : Rejets aqueux 2022

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2016, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux 2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les traitements réalisés conformément au point 10° du cahier des charges annexé au présent arrêté doivent assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;</li><li>- Température &lt; 30 °C ;</li><li>- Matières en suspension totales inférieures à 35 mg/l /j ;</li><li>- DCO inférieure à 125 mg/l ;</li><li>- DBO5 inférieure à 30 mg/l ;</li><li>- Chrome hexavalent inférieur à 0,1 mg/l ;</li><li>- Plomb inférieur à 0,5 mg/l ;</li><li>- Hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l ;</li><li>- Métaux totaux inférieurs à 15 mg/l.</li></ul> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].</p>
<b>Constats :</b> Les valeurs de rejets aqueux pour l'année 2022 n'ont pas pu être vérifiées lors de l'inspection.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une facture correspondant à une analyse des rejets aqueux réalisée le 28/04/2022 et portant sur les paramètres suivants : pH, température, chrome VI, DCO, DBO5, matières en suspension, plomb, hydrocarbures totaux et métaux totaux. <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport d'analyse et s'est engagé à le transmettre à l'inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception.</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'un nouveau curage du séparateur d'hydrocarbures est prévue pour la fin de l'année 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : Taux de recyclage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 11° de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Taux de recyclage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 23/11/2021 : l'audit du 02 avril 2021 montre que le taux de recyclage n'est pas atteint (3,86%).  Par courrier du 29/04/2022, l'exploitant a indiqué que la société Roux Récupération a récupéré beaucoup de carcasses de deux garages situés à Dreux et à Garennes-sur-Eure, sur lesquelles il était très complexe de recycler des pièces. L'exploitant a précisé par ailleurs qu'il ne travaille plus avec ces garages. De ce fait, la société Roux Récupération a conclu qu'elle devrait atteindre le taux de réutilisation et de recyclage minimal requis par la réglementation en 2022.  L'exploitant a présenté le rapport d'audit établi par l'organisme AB certification le 28/03/2022 lequel mentionne que les taux sont conformes : <ul style="list-style-type: none"><li>- un taux de réutilisation et de recyclage de 3,69% (taux minimal réglementaire de 3,5%),</li><li>- un taux de réutilisation et de valorisation de 5,09% (taux minimal réglementaire de 5%).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Conformité au cahier des charges VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15 - annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au cahier des charges VHU
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport détaillé du contrôle de conformité VHU qui fait suite à un audit réalisé le 28/03/2022 par AB certification. L'organisme de contrôle n'a relevé aucune non-conformité par rapport au cahier des charges VHU.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Entreposage des VHU et de leurs composants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 10 - annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des VHU et de leurs composants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :  - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir [...] ;  - les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;  - les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;  - [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un véhicule hors d'usage (VHU) en cours de dépollution à l'intérieur du bâtiment qui dispose d'une dalle étanche. L'exploitant a précisé que les VHU sont expédiés au fur et à mesure vers un broyeur et qu'aucun autre véhicule n'est entreposé à l'extérieur, ce point est confirmé par la visite du site.  Il a par ailleurs été relevé que : - les batteries, les filtres et condensateurs sont entreposés dans des conteneurs appropriés, - les fluides issus des VHU (huiles, liquide de frein, carburants...) sont stockés à l'abri des intempéries et dans des fûts placés sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Entreposage des pneumatiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/10/2009, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage des pneumatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La quantité totale de pneumatiques usagés stockés sur le site est limitée à 30 m <sup>3</sup> . Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Le dépôt est situé à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment [...].
<b>Constats :</b> Le stockage de pneumatiques est supérieur au seuil maximal de l'arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'au moins 4 bennes estimées à environ 8 m <sup>3</sup> chacune ainsi que d'un semi-remorque de 80 m <sup>3</sup> où sont majoritairement stockés les pneumatiques usagés. Le stockage est situé à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment.  L'inspection des installations classées constate cependant que la quantité totale entreposée estimée à 112 m <sup>3</sup> est supérieure au volume de 30 m <sup>3</sup> autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 8 : Stockages non autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockages non autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les déchets pouvant être admis et traités sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les véhicules hors d'usage ;</li> <li>- les déchets de métaux et d'alliages ferreux et non-ferreux ;</li> <li>- les papiers et cartons souillés.</li> </ul> <p>L'admission de tout autre type de déchets est interdite.</p> <p>Les quantités et/ou volumes annuels admis sont limités à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 480 unités pour les véhicules hors d'usage [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Des déchets verts non autorisés sont stockés et broyés sur le site. Il est demandé à la société Roux Récupération d'arrêter cette activité ou de régulariser sa situation à minima par un porter à connaissance.</p> <p>Dans le cas d'une poursuite d'activité, l'exploitant devra aussi s'assurer auprès de la société Beauce Compost de la quantité de déchets de bois/végétaux broyés pour vérifier le régime applicable à cette activité relevant de la rubrique 2794 de la nomenclature ICPE.</p> <p>Les stockages bois et plastiques (palettes usagées, emballages, sacs usagés...) semblent dépasser le seuil d'enregistrement. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de cesser cette activité ou de régulariser cette situation à minima par un porter à connaissance.</p> <p>Dans le cas d'une poursuite d'activité, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'estimer le volume maximal de déchets de bois, papiers/cartons, plastique transitant sur son site afin de déterminer précisément le régime applicable à son établissement au regard des seuils de la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE.</p>
<p><b>Observations :</b> D'après le rapport d'audit établi par l'organisme AB certification le 28/03/2022, la société Roux Récupération a pris en charge 337 VHU pour 335,29 tonnes.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté le dépôt de déchets non autorisés de bois (palettes usagées), plastique (emballages, sacs usagés, sacs poubelles) et de végétaux (arbustes, branchages...).</p> <p>S'agissant des palettes usagées, l'inspection des installations classées a estimé le stockage à un volume supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> susceptible d'être classé au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf. annexe 3).</p> <p>L'exploitant a mentionné que la société Beauce Compost est chargée de broyer sur place les palettes de bois usagées. Les copeaux de bois issus du broyage sont ensuite revalorisés comme combustible pour le chauffage.</p> <p>L'exploitant a expliqué que le volume important du stock de palettes de bois est dû à la panne du broyeur. Sans éléments contraires de la part de la société Roux Récupération, la société Beauce Compost est considérée comme une société extérieure intervenant pour broyer les stockages de palettes usagées et non comme un autre exploitant d'installations classées présents sur le site.</p> <p>Concernant le broyage des déchets verts, l'exploitant a mentionné que les copeaux de végétaux seront récupérés par Beauce compost.</p> <p>L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant que l'activité de broyage de déchets végétaux non dangereux est potentiellement une installation classée (rubrique 2794 de la nomenclature ICPE).</p>

<p>L'exploitant a par ailleurs indiqué collecter, trier et conditionner les déchets plastiques provenant des emballages de la grande distribution. L'inspection des installations classées a effectivement constaté la présence d'environ 42 m<sup>3</sup> minimum répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de sacs plastiques compactés sous forme de ballots dont le volume est estimé à une douzaine de mètres cubes et posés à même le sol,</li> <li>- d'une benne de 30 m<sup>3</sup> qui semble contenir des ballots d'emballages en plastique,</li> <li>- d'un tas de sacs en plastique en vrac produisant des dégagements malodorants. L'exploitant a précisé que ces déchets seront évacués vers Suez environnement pour enfouissement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 9 : Stockage de papiers et cartons

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/1979, article III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de papiers et cartons
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...],</li> <li>- tout stockage de papiers et cartons à l'extérieur du hangar réservé à cet usage est interdit [...],</li> <li>- le stock de papiers et cartons sera divisé en tas [...] et dont la hauteur sera limitée à 3 mètres.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Présence de stockage de papiers et cartons à l'extérieur du hangar.
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées constate la présence de ballots de cartons compactés entreposés à l'extérieur du hangar et dont la hauteur est supérieure à 3 mètres.</p> <p>A proximité du stockage de pièces métalliques, il a été également relevé la présence à même le sol d'un stockage de cartons (boîtes d'emballages à œufs) estimé à 1 m<sup>3</sup> et dont une partie est à l'état de décomposition.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 10 : Modifications des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/11/2022, article R. 181-46-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications des conditions d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...].
<b>Constats :</b> Entreposage de déchets sur une aire non autorisée à cet effet.
<b>Observations :</b> Concernant le stockage de palettes usagées, il est observé que ces déchets sont entreposés sur la parcelle cadastrée AA 175, en dehors du périmètre autorisé (cf. annexe 3).  Il est donc demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative via un porter à connaissance en application de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement ou de cesser cette activité en procédant à l'évacuation de ces déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 11 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;</li> <li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;</li> <li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li> <li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.</li> </ul>
<b>Constats :</b> La traçabilité des déchets est à justifier.
<b>Observations :</b> Les informations préalables n'étant pas disponibles, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs permettant d'identifier l'origine, la destination et le traitement final des déchets de bois et de matières plastiques (registre des déchets entrants/sortants, bordereaux de suivi des déchets...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet